

Commission: Sommet de l'UE sur les Risques et la Sécurité Civile.

Problématique: Quelles politiques de coordination de la sécurité civile européenne pour protéger les populations des catastrophes naturelles et industrielles/humaines?

Auteur: Suède

La Suède, pays très récemment intégré au sein de l'OTAN et Président du Conseil de l'Union Européenne pendant le premier semestre de l'année 2023, est aujourd'hui une monarchie constitutionnelle parlementaire de laquelle Carl XVI Gustaf est roi depuis 1973. Ulf Kristersson, un conservateur élu en octobre 2022, est le Chef du Gouvernement de la Suède, le troisième pays d'Europe en termes de superficie mais qui n'a que 10 millions d'habitants en tout. Ce pays, avec l'un des IDH les plus élevés du monde, fait partie de l'Union européenne et de l'espace Schengen mais il n'est pas dans la zone euro, et aucun signe n'indique son désir d'en faire partie.

Lors de sa présidence du Conseil, La Suède a identifié quatre priorités de travail, la première d'entre elles étant la sécurité et l'unité. Pour cela, elle a concentré ses efforts sur le renforcement de la prévention et de la préparation face aux risques. Les problèmes adressés étaient principalement les catastrophes biologiques, incidents chimiques, radiologiques et nucléaires. Actuellement, la Suède est aussi particulièrement concernée par le conflit Ukrainien, puisque la Russie reste une menace importante en raison de sa proximité géographique. La réflexion sur la sécurité et sur les risques dans notre pays porte donc en grande partie sur la défense militaire, raison principale de l'adhésion de la Suède à l'OTAN en mars 2024.

La protection civile défendue par notre pays comprend des mesures préventives visant à réduire les conséquences de situations d'urgence ou catastrophes à venir, et de l'aide aux populations qui en ont besoin à la suite d'une catastrophe naturelle ou d'origine humaine. N'importe quel pays du monde peut demander une assistance par l'intermédiaire du mécanisme de protection civile de l'UE lorsque ses capacités de réaction en cas de catastrophe sont dépassées par une situation d'urgence.

Pour ce qui est des catastrophes naturelles, risques biologiques etc, notre pays adresse ces problèmes plus particulièrement à échelle globale, ou à l'échelle de l'Union Européenne.

En revanche, à l'échelle du pays, la Suède adresse des problèmes d'autre nature: la guerre de la Russie en Ukraine, la menace terroriste croissante, la criminalité endémique... ces situations qui relèvent plutôt de l'aspect de défense militaire mettent aussi en péril la sécurité civile.

Comme mentionné au préalable, lorsque la Suède a dirigé le Conseil de l'Union Européenne, elle s'est centrée principalement sur les politiques de sécurité civile face aux risques. C'est donc un pays engagé pour cette cause, qu'il supporte fortement. Nous pouvons lire toutes les actions entreprises par la Suède dans son **“Report from the Swedish Presidency on the main achievements at EU level in the field of civil protection”**. Dans ce même rapport, la Suède déclare que l'une des priorités de sa présidence a été d'explorer la pertinence d'une approche globale **“a whole-of society approach”** pour adresser la protection civile européenne. L'approche globale proposée est un concept qui guide la réflexion de nombreux États Membres du Conseil dans ce domaine. Cela signifie que les États membres s'efforcent de mobiliser des ressources dans divers secteurs de la société, afin d'accroître la capacité globale à protéger la population civile contre les catastrophes naturelles et d'origine humaine. Ceci peut inclure l'encouragement de la participation des organisations locales et bénévoles, des citoyens individuels et des acteurs du secteur privé. La Suède a choisi de se concentrer spécifiquement sur le rôle de l'individu et des acteurs du secteur privé dans le domaine de la protection civile au cours de notre présidence. Cette initiative s'appelle **“PreparEU”** et elle a été mise en place à la suite d'une réunion le 30 janvier 2023 du PROCIV (**Working Party on Civil Protection**) à laquelle participaient les États membres du Conseil. La Commission lança ensuite, en avril 2023 et dans le cadre de ce projet, une étude de cartographie des pays concernés et de faisabilité du projet dans chaque État. Sur la base de l'analyse associée, l'étude conseillera sur la meilleure façon de concevoir et mettre en œuvre «preparEU ». Les conclusions de cette étude sont disponibles depuis fin 2023 et le projet pilote sera lancé au cours de 2024.

De plus, notre pays a aussi insisté sur le renforcement du système “**rescEU**”, établi déjà depuis 2017. Ce système comprend une réserve de capacités au niveau européen en matière de protection civile, comprenant des avions de lutte contre les incendies de forêt, des pompes à eau spéciales, des recherches et du sauvetage en milieu urbain, ainsi que des hôpitaux de campagne et des équipes médicales d'urgence. Ces éléments sont gérés par la Commission européenne pour soutenir les pays touchés par des catastrophes naturelles comme les inondations, les incendies de forêt, les tremblements de terre et les épidémies. La Suède a établi dès le début de son mandat au Conseil un pôle de RescEU en Pologne, afin d'augmenter les approvisionnements d'aide d'urgence à l'Ukraine. En février, des subventions ont été signées avec la Croatie, la France, la Pologne et la Finlande pour accueillir les stocks de rescEU pour les urgences chimiques, biologiques et radiologiques. En avril 2023, la Commission, dirigée par la Suède, a signé des subventions avec la Croatie, la Pologne, la Slovaquie, l'Espagne, la Suède et la Turquie pour acquérir et stocker sur les différents territoires des nouvelles réserves d'hébergement rescEU capables d'héberger des milliers de personnes. Les nouvelles capacités d'hébergement renforcent la réponse d'urgence car elles peuvent être déployées dans le contexte de crises ou de catastrophes qui submergent les capacités de réponse nationales. Ces réserves se composent d'unités d'abris d'urgence de haute qualité, telles que des structures préfabriquées légères, des conteneurs plats et des tentes de secours. En avril également, un montant de 106,2 millions d'euros a été accordé à la Belgique, à la France, à l'Allemagne, à l'Italie, au Luxembourg, au Portugal, à la Roumanie et à la Turquie pour développer le nouveau **rescEU EMT (Emergency Medical Teams)**. L'objectif du rescEU EMT est de renforcer les soins médicaux d'urgence et le soutien aux populations touchées par des catastrophes naturelles ou d'origine humaine à grande échelle. La Suède a proposé pour cela des équipes de soins spécialisées qui offriront des soins intensifs (des traitements des brûlures, transport de patients, diagnostic avancé, soutien mère-enfant, traitements orthopédiques...) La capacité rescEU deviendra progressivement opérationnelle à partir de 2024 et sera en mesure de répondre à de vastes gammes de scénarios de catastrophe.

Pour la saison des incendies de forêt 2023, notre pays a aussi mis en place une flotte de 24 avions de lutte contre l'incendie et 4 hélicoptères, qui ont été mis à la disposition des autres États membres de l'UE en cas d'urgence, et qui ont aidé, entre autres, à éteindre les incendies de Grèce ou d'Italie de cet été.

Parallèlement, notre pays a aussi cherché à répartir la flotte de dispositifs aériens de manière stratégique sur tout le continent, pour être le plus efficace possible en cas d'incendies majeurs. Il a donc soumis des propositions à la République tchèque, à la France et à la Roumanie pour héberger la flotte dans leurs territoires.

En conclusion, le dispositif RescEU de lutte contre les catastrophes naturelles dispose actuellement de deux fois plus de ressources par rapport à avant la présidence de notre pays au Conseil Européen.

La Suède est donc un pays bien intégré à l'Union Européenne, connaisseur des défis qu'elle cherche à relever et participant actif dans la résolution de ces problèmes, tout en étant partisan de la coopération européenne. Malgré quelques éléments qu'on pourrait qualifier d'euroceptiques (les questions telles que l'adhésion à l'euro, les politiques migratoires... ont parfois suscité des débats euroceptiques en Suède), notre pays peut être considéré comme europhile.